



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE SEINE ESTUAIRE
181 Quai Frissard - BP 1410 - 76067 Le Havre Cedex

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

ENTRETIEN DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DES CONCESSIONS DES PONTS DE NORMANDIE ET DE TANCARVILLE

CCITSE-2025-AOO-13

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché	3
Article 2 - Prestations du marché	3
2.1 - Installations couvertes par le présent marché	3
2.2 - Plans de situation et de repérage	4
2.3 - Définition de la mission	4
Article 3 - Consistance des prestations	5
3.1 - Equipements - Matériels de nettoyage et produits d'entretien	5
3.2 - Déchets - Gestions des déchets - Suivi	7
Article 4 - Stockage - Approvisionnement	7
4.1 - Stockage	7
4.2 - Produits de nettoyage dangereux	7
Article 5 - Organisation des prestations	7
5.1- Personnel d'intervention : effectifs	7
5.2 - Encadrement du personnel	8
5.3 - Protection des installations et des équipements	8
5.4 - Comportement du personnel	8
5.5 - Fonctionnement	8
Article 6 - Plan d'Assurance Qualité (PAQ)	9
Article 7 - Exécution des prestations - Suivi du marché	9
7.1 - Programme d'exécution des prestations	9
7.2 - Phasage des opérations	10
7.3 - Etat des lieux	10
7.4 - Contraintes particulières liées aux sites d'exploitation	11
7.5 - Programmation, validation et exécution des travaux	11
7.6 - Coordination et avancement des travaux - Réunions de chantier	11
7.7 - Conditions météorologiques particulières	12
Article 8 - Contrôle des prestations - Audits qualités	12
8.1 - Contrôles qualités - Audits qualités	12
Article 9 - Désignation des prestations et fréquences d'intervention	12
9.1 - Site : Pont de Normandie et Viaduc du Grand canal	12
9.2 - Site : Pont de Tancarville	14
Article 10 - Protection - Propreté des espaces aux abords des lieux d'intervention	15
10.1 - Protection de chantier	15
10.2 - Mesure de sécurité	15
10.3 - Propreté des espaces aux abords des zones d'intervention - Nuisances	15
Article 11 - Hygiène et sécurité	16
11.1 - Visite préalable des lieux - Risques	16
11.2 - Santé du personnel d'intervention	16
11.3 - Sécurité du personnel - Matériels - Véhicules	16
11.4 - Signalisation des chantiers	17

Article 1 - Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les prescriptions techniques particulières relatives aux prestations d'entretien du réseau d'assainissement des concessions des Ponts de Normandie et de Tancarville, concessions gérées par la Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire (CCISE).

Le Titulaire s'engage à réaliser les opérations d'entretien décrites au paragraphe 2.3 du présent CCTP.

Article 2 - Prestations du marché

2.1 - Installations couvertes par le présent marché

2.1.1 - Concession du Pont de Normandie

Pont de Normandie :

- Réseau d'assainissement bâtiment d'exploitation :
 - Réseau d'assainissement Ø 100, 125, 150 ;
 - Poste de relèvement des eaux usées et eaux vannes ;
 - Station de traitement type SFA.
 - Bassin
- Bâtiment salle de conférence (rive gauche) :
 - Fosse septique.
- Ouvrage, voirie, parking :
 - Réseau d'assainissement Ø 200, 250, 300, 400, 500, 600, 800, 1 200, 1 500 ;
 - Regard à décantation ;
 - Caniveaux, caniveaux à grilles ;
 - Avaloirs ;
 - Fosse de réception dans les culées Nord et Sud du Pont ;
 - Poste de relevage (rive droite) ;
 - Débourbeur / déshuileur route de l'Estuaire ;
 - Talus tuiles.

Viaduc du Grand Canal :

- Ouvrage, voirie :
 - Réseau d'assainissement Ø 200, 250, 300, 400, 500, 600
 - Regard à décantation ;
 - Avaloirs ;
 - Fosse de réception dans les culées Nord et Sud ;
 - Fossé béton
 - Talus tuiles.

2.1.2 - Concession du Pont de Tancarville

- Réseau d'assainissement bâtiment d'exploitation et bâtiment service technique :
 - Réseau d'assainissement Ø 100, 125, 150, 200 ;
 - Poste de traitement des eaux usées et eaux vannes ;
- Ouvrage, voirie :
 - Réseau d'assainissement Ø 200, 250, 300, 400, 500, 600

- Regard à décantation ;
- Caniveaux, caniveaux à grilles
- Avaloirs ;
- Poste de relevage ;
- Fossé béton
- Talus tuiles
- Bassins

2.2 - Plans de situation et de repérage

Le Titulaire trouvera jointe en annexe du présent marché les plans de repérage des différentes installations à entretenir sur les concessions.

2.2.1 - Concession du Pont de Normandie

- Annexe 1 au CCTP :
 - Assainissement Nord : Planche 1/8 ; CCTPA1.1
 - Assainissement Nord : Planche 2/8 ; CCTPA1.2
 - Assainissement Nord : Planche 3/8 ; CCTPA1.3
 - Assainissement ouvrage : Planche 4/8 ; CCTPA1.4
 - Assainissement Sud : Planche 5/8 ; CCTPA1.5.1
 - Assainissement Sud : Planche 5 maj/8 ; CCTPA1.5.2
 - Assainissement Sud : Planche 6/8 ; CCTPA1.6
 - Assainissement Sud : Planche 7/8 CCTPA1.7
 - Descriptif des planches : Planche 8/8. CCTPA1.8

2.2.2 - Concession du Pont de Tancarville

- Annexe 2 au CCTP :
 - Tête sud – Assainissement CCTPA2.1
 - Tête nord – assainissement CCTPA2.2
 - Giratoire nord – assainissement CCTPA2.3
 - Gare de péage-Tancarville -Assainissement EU EV CCTPA2.4

2.3 - Définition de la mission

Les prestations consistent à la mise en œuvre par le Titulaire d'un ensemble d'opérations régulières ou ponctuelles d'entretien et de nettoyage, conformes aux préconisations et descriptions du présent cahier des charges en vue de maintenir les réseaux d'assainissement présents sur les concessions en bon état d'entretien.

En tant que professionnel de l'entretien de réseaux, le Titulaire devra s'adapter à la spécificité et aux différentes contraintes, notamment : horaires, trafics, configurations, usages, ... des sites d'exploitation et à gérer les moyens humains et matériels à mettre en œuvre pour parvenir à une qualité optimale des prestations.

Les préconisations et fréquences des prestations d'entretien, sont définies à l'article n° 9 « Désignations des prestations et fréquences d'intervention ».

Article 3 - Consistance des prestations

3.1 - Equipements - Matériels de nettoyage et produits d'entretien

3.1.1 - A la charge du Titulaire

La fourniture des matériels, équipements de nettoyage et produits d'entretien nécessaires à l'exécution des prestations sera à la charge du Titulaire.

⇒ Le Titulaire du présent marché devra fournir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

- La liste des matériels et équipements utilisés pour réaliser les prestations d'entretien ;
- Les fiches techniques et de données sécurités des produits d'entretien.

3.1.1.1 - Matériels et équipements

Les matériels et les équipements de nettoyage du Titulaire devront :

- Satisfaire aux normes en vigueur, règles de sécurité et de prévention des accidents du travail ;
- Etre en parfaits états d'utilisation ;
- Etre antichocs et les plus silencieux possibles ;
- Etre adaptés aux différentes tâches.

Il est entendu que les matériels et les équipements mis en place sur chacun des sites d'exploitation, seront en parfaits états et qu'ils ne pourront être inférieurs à ceux proposés pour l'exécution des différentes prestations de ce présent appel d'offres et figurants dans le mémoire technique du candidat.

a) Défectuosité et remplacement

Tous les matériels et équipements défectueux devront être mis hors services et remplacés par le Titulaire à ses frais.

Le Titulaire devra assurer un renouvellement de ce matériel dès que nécessaire afin de faire en sorte que le matériel et/ou l'équipement utilisés permettent une prestation efficace et appropriée.

b) Echafaudage

Sans objet.

c) Vérifications et contrôles périodiques

L'ensemble de tous les matériels, équipements, appareils, ... utilisé pour assurer les prestations d'entretien sur les sites d'exploitation des Ponts de Normandie et de Tancarville devra être régulièrement contrôlé par le Titulaire conformément aux textes et règles en vigueur.

d) Non-respect d'utilisation

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'interdire les matériels et les équipements dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations sur ses installations et ses équipements.

En cas de non-respects des clauses énoncées, des normes et règles de sécurité ou des instructions du représentant du Pouvoir Adjudicateur tous les dommages causés :

- Aux bâtiments ;
- Aux installations et équipements de plate-forme de péage, ... ;
- Aux ouvrages.

Tous les frais occasionnés par les travaux de réparation et de remise en état seront à la charge du Titulaire.

3.1.1.2 - Produits d'entretien - Consommables

Si le Titulaire du présent marché doit fournir des produits d'entretien adaptés à l'exécution des

prestations, ces produits ne devront être ni corrosifs, ni émettre de vapeur pouvant provoquer des dommages. Dans le cadre du développement durable, ces produits devront être le plus souvent possible en conformité avec les attentes du Pouvoir Adjudicateur concernant la protection et la préservation de l'environnement, avec notamment :

- Privilégier les produits bénéficiant d'un « éco-label » suivant les normes :
 - NF EN ISO 14020 - Etiquettes et déclarations environnementales - Principes généraux ;
 - NF EN ISO 14021 - Autodéclarations environnementales - Etiquetage environnemental de type II ;
 - NF EN ISO 14024 - Marquage et déclarations environnementaux - Etiquetage environnemental de type I - Principes et méthodes ;
- Une biodégradabilité accrue ;
- Une réduction des déchets d'emballages ;
- Une limitation des rejets de substances toxiques ou autrement polluantes dans l'environnement.

⇒ Une liste des produits d'entretien relative à l'exécution des prestations sera à fournir par le candidat dans le mémoire technique.

Cette liste devra être accompagnée notamment :

- Des fiches techniques, d'une notice détaillée, précisant notamment la provenance et l'origine des produits ;
- Des fiches de données sécurités, d'un procès-verbal d'essai précisant notamment le potentiels hydrogène (ph) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensio-actifs, ainsi que de la norme auxquels ils répondent ;
- D'un échantillon référencé des produits.

a) Qualité et conformité

La qualité des produits utilisés devra être conforme à la réglementation en vigueur notamment pour le potentiel d'hydrogène (ph) et au niveau de la biodégradabilité des éléments tensio-actifs. Les produits seront adaptés aux natures des surfaces à entretenir et des souillures rencontrées.

Les produits d'entretien utilisés devront assurer la bonne conservation des surfaces traitées et ne pas être susceptibles de détériorer les parois.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations sur ses équipements, installations, ... ou de compromettre la sécurité du personnel sur Service Exploitation des Ponts (SEP) ou des usagers.

Tous produits rebutés devront être obligatoirement retirés des sites d'exploitation et remplacés par le Titulaire à ses frais.

b) Utilisation de nouveaux produits - Essais

Toute utilisation, essai de nouveaux produits devront être soumis au préalable à l'approbation du Pouvoir Adjudicateur. L'emploi de ceux-ci par le personnel ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord du représentant du Pouvoir Adjudicateur après que le Titulaire ait transmis les fiches techniques et de données sécurités.

c) Analyses d'échantillon - Laboratoires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire procéder à son gré, par les soins d'un laboratoire de son choix, à des analyses sur des échantillons prélevés au moment de l'utilisation des produits d'entretien de toute nature utilisés par le Titulaire. Tous les frais correspondant à ce contrôle seront à la charge du Titulaire en cas de fraude constatée.

d) Formation du personnel

Le personnel du Titulaire, formé aux types de produits d'entretien (acide, neutre, alcalin, ...) et à leur utilisation, sera apte à les appliquer en fonction des préconisations du présent cahier des charges et de la nature des supports à traiter, sous la responsabilité d'un chef d'équipe et/ou du personnel d'encadrement de l'entreprise.

3.2 - Déchets - Gestions des déchets - Suivi

Collecte et transport : l'entreprise qui collectera les déchets, et plus particulièrement les boues récupérées dans les différentes décantations et installations (SFA, déshuileur, débourbeur, fosse septique, ...) doit avoir déclaré son activité en préfecture.

Elle doit informer la CCISE de la filière de traitement ou de valorisation appropriée qu'elle aura retenu.

L'installation recevant les déchets doit être connue et en règle vis à vis du droit.

L'entreprise de collecte et de transport devra assurer un suivi qui permette la traçabilité jusqu'au centre de traitement des déchets.

Dans le cadre du curage des fossés et bassins l'entreprise devra mettre à disposition des bennes de stockage des sédiments et en assurer le transport jusqu'à la filière de traitement. La capacité de la benne (10, 15 ou 20 m3) est déterminée par le pouvoir adjudicateur. Cette dernière peut être amenée à stationner sur site pour une période maximum de 30 jours.

Article 4 - Stockage - Approvisionnement**4.1 - Stockage**

Il n'est pas prévu de stockage de produit sur les sites d'exploitation.

4.2 - Produits de nettoyage dangereux

L'acheminement de produits de nettoyage à caractères dangereux, toxiques, comburants, inflammables, irritants, corrosifs, nocifs, ... seront à la charge du Titulaire.

Toutes les précautions devront être prises afin que le transport de ceux-ci puisse s'effectuer conformément aux textes, règles et normes d'utilisation et de sécurité en vigueur.

L'utilisation de ces différents produits dangereux ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord et l'approbation du Pouvoir Adjudicateur.

Article 5 - Organisation des prestations

L'organisation des prestations devra respecter les dispositions énumérées ci-après :

5.1- Personnel d'intervention : effectifs**5.1.1 - Effectifs**

Le candidat indiquera les effectifs (en qualité et en quantité) qu'il compte affecter sur chaque site d'exploitation pour l'exécution des prestations du présent marché.

⇒ A préciser et à fournir par le candidat dans le mémoire technique lors de la remise de l'offre de prix.

5.1.2 - Personnel d'intervention et de remplacement

Le Titulaire s'engage, conformément aux dispositions du Code du Travail à ce que ses salariés soient employés régulièrement.

5.1.3 - Visite d'accueil

Le personnel d'encadrement du Titulaire sera tenu d'effectuer une visite d'accueil sur le site

d'exploitation à tout son personnel d'intervention et de remplacement, lors de celle-ci il devra notamment lui indiquer :

- Et présenter l'organisation et le fonctionnement du Service d'Exploitation des Ponts ;
- Le lieu et la nature des différentes prestations d'entretien à exécuter ;
- Et l'informer et lui faire appliquer les règles et consignes de sécurité en vigueur.

5.1.4 - Lutte contre le travail clandestin - Travailleurs étrangers - Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

Dans le cadre de la lutte contre le travail clandestin, le Titulaire fournira au Pouvoir Adjudicateur, pour chaque employé travaillant sur les sites d'exploitation, une photocopie de la déclaration préalable à l'embauche le concernant.

Les éventuels travailleurs étrangers devront être munis d'un titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes, et leurs rémunérations par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent cahier des charges, seront conformes à la réglementation en vigueur.

5.2 - Encadrement du personnel

Le Titulaire devra obligatoirement désigner un ou des agents responsables de l'encadrement et de la discipline du personnel, du suivi de l'exécution des prestations, du respect des règles et consignes de sécurité sur chacun des sites d'exploitation et d'une manière générale, de l'application des clauses du présent cahier des charges.

Le personnel d'encadrement devra être doté de moyen de communication adéquat pour pouvoir être contacté à tout moment par le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

5.3 - Protection des installations et des équipements

Les matériaux combustibles y compris les emballages en papier, carton, bois, matières plastiques, devront être évacués sans délai des lieux d'exécution des prestations intéressés et au plus tard à la fin de chaque vacation.

Le Titulaire devra éviter toute obstruction ou dégradation des canalisations d'évacuation.

Lors des prestations à proximités des péages, le Titulaire veillera à ne pas diriger les lances à eau haute pression en direction des divers équipements présents. Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du Titulaire.

5.4 - Comportement du personnel

Il appartient au personnel d'encadrement et au responsable de chaque équipe d'intervention de veiller au respect des consignes liées à la bonne exécution de la prestation et en particulier aux règles de sécurité de travail.

5.5 - Fonctionnement

5.5.1 - Sujétions résultant de l'exploitation du site

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché ; ni élever une réclamation, des sujétions occasionnés par l'interruption ou le report d'une ou de plusieurs prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur, relatives à l'exploitation du site.

⇒ Le Pouvoir Adjudicateur informera au plus tôt le Titulaire.

En cas d'impossibilité d'accès aux installations (totale ou partielle), le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit sans préavis de suspendre les prestations des lieux endroits concernés par différentes contraintes : manifestations, conditions météorologiques particulières, travaux, ...

5.5.2 - Prestations d'entretien et de nettoyage : diminutions/ augmentations

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de procéder à des augmentations ou diminutions de prestations d'entretien et de nettoyage pour des installations et équipement prévus au présent marché, selon : les fréquentations, les flux routiers, notamment en période estivale, conditions climatiques, ... ; sans que le Titulaire puisse élever de quelque réclamation.

5.5.3 - Contrôle de l'exécution des prestations - bon de travaux

Afin de permettre un suivi de la mission d'entretien, le Titulaire fournira et tiendra à jour un carnet d'entretien composé de multiple de deux feuillets détachables. A chaque intervention, le Titulaire ou son représentant mentionnera la date, son identité, la nature des travaux, le matériel utilisé, les quantités de consommables utilisées, les horaires de début et fin sur site, ainsi que toutes les observations qu'il jugera nécessaire signera le document et le fera viser au représentant du Pouvoir Adjudicateur. Un exemplaire détachable sera remis au représentant du Pouvoir Adjudicateur le jour de la prestation.

5.5.4 - Contraintes d'exécution

Dans son organisation, le Titulaire devra prendre en compte un certain nombre de contraintes liées au fonctionnement et à l'exploitation du péage.

Les travaux d'entretien ne pourront s'effectuer qu'avec l'accord et l'approbation du représentant du Pouvoir Adjudicateur suivant les propositions du Titulaire.

Article 6 - Plan d'Assurance Qualité (PAQ)

Ce document explicitera toutes les dispositions adoptées par l'entreprise pour obtenir la qualité requise et les modalités des « contrôle externes et internes ».

Il sera établi par le Titulaire en respectant le déroulement suivant le cadre du PAQ, joint à l'offre du Titulaire et sera complété lors de la mise au point du marché. Le PAQ modifié sera indicé et les modifications qui y seront apportées devront être facilement repérables par le lecteur. Dans celui-ci figurera notamment :

- L'organigramme fonctionnel du Titulaire relatif aux différentes prestations, précisant notamment la qualification de l'encadrement, les personnels d'intervention ;
- La liste des prestations sous-traitées, les entreprises sous-traitantes et les principaux fournisseurs ;
- La description des équipements, appareils et matériels de nettoyage utilisés ;
- Le principe d'organisation et de fonctionnement des contrôles de la qualité des prestations ;
- Un mémoire explicatif sur les méthodes envisagées pour l'exécution des différentes prestations ;
- Un chapitre consacré aux produits d'entretien utilisés ;
- Un chapitre consacré au développement durable et la protection de l'environnement ;
- Un chapitre consacré aux filières de traitement des déchets.

Aucune prestation d'entretien ne sera exécutée si l'entreprise ne présente pas ces renseignements au représentant du Pouvoir Adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification et de signature du présent marché, qui devront recueillir le visa sans observation du Pouvoir Adjudicateur.

Article 7 - Exécution des prestations - Suivi du marché

7.1 - Programme d'exécution des prestations

Le Titulaire devra soumettre à l'agrément du représentant du Pouvoir Adjudicateur le programme

d'exécution des travaux, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification et de la signature du présent marché.

Ce programme précisera dans le détail les matériels employés et leurs caractéristiques, le nombre et la qualification des agents mis sur le chantier. Il sera suffisamment détaillé dans le temps et mentionnera en particulier les heures de début et fin de prestation d'entretien.

Il mettra en évidence notamment :

- Les tâches à accomplir pour exécuter les différentes prestations ;
- Le programme devra tenir compte des contraintes et des sujétions indiquées dans l'article 5 « Organisation des prestations » du présent CCTP.

7.2 - Phasage des opérations

Les sites d'exploitation des Ponts de Normandie et de Tancarville où s'effectueront les prestations d'entretien et de nettoyage du présent marché doivent supporter une circulation d'environ 20 000 véhicules par jour.

Le phasage des opérations devra être tel qu'une seule voie de péage pourra être mise à disposition du Titulaire du présent marché.

Les sujétions liées à ces problèmes de phasage sont réputées être prises en compte dans l'offre de l'entreprise.

7.3 - Etat des lieux

Le Titulaire est réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de la situation exacte des prestations, de l'importance et de la nature des opérations à effectuer ; ainsi que de toutes les difficultés et suggestions pouvant résulter de leurs exécutions.

Il devra prendre dès le début des prestations tous les moyens (personnel et matériel), pour que le résultat final soit conforme aux spécifications données.

Préalablement à l'engagement des prestations, une visite du site d'exploitation sera faite conjointement par le représentant de l'entreprise et le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Celle-ci a pour objet d'effectuer :

- Une présentation générale des zones d'interventions ;
- Une visualisation de l'exécution des différentes prestations d'entretien ;
- Une visualisation des itinéraires de circulation.

Pour toutes les opérations exécutées lors de la prestation et à tout point de vue, le Titulaire sera entièrement responsable des accidents, dommages ou préjudices quelconques qui pourraient par son manque de précaution ou par la faute de l'un de ses employés, être occasionnés à son personnel, à son matériel, à ses prestations, aux particuliers occupant la voie publique, aux passants, et à n'importe quelle personne.

Le Titulaire sera également responsable de tous dégâts pouvant être occasionnés sur les câbles, canalisations et ouvrages rencontrés.

Il devra les respecter, les réparer s'il les dégrade, payer les indemnités éventuelles qui lui seraient réclamées pour interruption de service ou accident et, d'une manière générale, faire son affaire de toutes réclamations émanant des services publics (eau, gaz, électricité, France Télécom, ...) ou autres concessionnaires de réseaux.

Il est expressément stipulé que, pour tout ce qui concerne les points précisés ci-dessus, le Pouvoir Adjudicateur et le SEP sont entièrement dégagés de toute responsabilité.

7.4 - Contraintes particulières liées aux sites d'exploitation

Lors de ses interventions, le Titulaire est tenu de signaler au Pouvoir Adjudicateur les travaux qui, bien que n'étant pas prévus au marché, lui apparaissent nécessaires à l'entretien, la qualité et l'aspect des ouvrages ; ainsi que ceux qui pourraient concerner la sécurité des ouvrages publics et/ou privée et des usagers.

Il doit tenir compte également des particularités des routes d'accès pour l'amenée de ses matériels et la circulation de ses véhicules.

Les itinéraires de circulation des véhicules desservant le chantier seront dans certains cas impératifs et donnés par le Pouvoir Adjudicateur. Le Titulaire ne pourra élever aucune protestation dans le cas de changement de ces itinéraires.

7.5 - Programmation, validation et exécution des travaux

Avant le démarrage des travaux, le Titulaire devra se mettre en rapport avec le représentant du Pouvoir Adjudicateur pour programmer et valider l'intervention sur les sites d'exploitation.

7.6 - Coordination et avancement des travaux - Réunions de chantier

7.6.1 - Coordination des travaux

Le Titulaire prendra toutes les précautions utiles pour assurer la bonne coordination de ses travaux ainsi que de ceux de ses éventuels sous-traitants.

Il devra également s'assurer du respect des délais d'approvisionnement en équipements et matériels de nettoyage et des produits d'entretien de ses fournisseurs afin de respecter les délais du planning et ne pas immobiliser ses agents de service dans l'avancement des opérations d'entretien.

7.6.2 - Réunions de chantier

Des réunions de chantier autant que de besoin auront lieu aux dates et heures fixées par le représentant du Pouvoir Adjudicateur ; elles seront organisées en présence de celui-ci et/ou de son représentant, du Titulaire mandataire et, éventuellement, des sous-traitants sur demande expresse de l'une des parties contractantes.

Les objectifs des réunions de chantier sont les suivants, à savoir :

- L'examen de l'avancement des opérations par rapport au programme d'exécution des prestations ;
- La planification et la validation d'opérations d'entretien, ... ;
- L'étude et l'analyse des contrôles, audits qualités et des actions correctives menées par le Titulaire,

Ces réunions de chantier feront l'objet d'un compte rendu de réunion qui sera rédigé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. Les observations et instructions y figurant devront être considérées comme ordre d'exécution.

Une ampliation du compte rendu sera notifiée au Directeur de l'entreprise Titulaire et en cas de sous-traitance, le Titulaire principal sera tenu d'adresser un exemplaire de ce compte rendu à chaque entreprise sous-traitante.

Sans réserve formulée par le Titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sous quinze (15) jours à compter de la date d'établissement du compte rendu de chantier par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, celui-ci sera considéré comme définitivement accepté et approuvé.

7.7 - Conditions météorologiques particulières

Si le Titulaire du présent marché estime que les conditions météorologiques mettent en danger la sécurité de son personnel ou la qualité des prestations, il pourra décider de l'interruption des prestations en informant au préalable le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Article 8 - Contrôle des prestations - Audits qualités

8.1 - Contrôles qualités - Audits qualités

8.1.1 - Contrôles qualités : modalités - principes de fonctionnement

Le Titulaire du présent marché sera soumis à des contrôles ou audits qualités ; ces contrôles seront organisés et assurés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur en présence du personnel d'encadrement du Titulaire.

Les dates et heures des contrôles qualités seront fixées par le Pouvoir Adjudicateur dans un délai maximal de 12 heures après la fin de la prestation par l'envoi d'un simple courriel, appel téléphonique, bordereau de télécopie.

⇒ Le Titulaire s'engage à pouvoir déléguer une personne habilitée afin de réaliser cet audit qualité sur site.

Les différentes observations et remarques portées sur ces fiches devront être considérées par le Titulaire comme un ordre d'exécution. Celui-ci devra mettre en œuvre toutes les actions de correction dans un délai maximal de 48 heures.

Si ces actions correctives n'étaient pas effectuées en temps voulu, le Pouvoir Adjudicateur remplacera l'entreprise défaillante et facturera à celle-ci les prestations d'entretien et de nettoyage dites « correctives » relatives aux installations concernées par les remarques portées sur la fiche de contrôle qualité.

8.1.2 - Pénalité

Si un contrôle aléatoire ou contradictoire s'avère insuffisant le PV de contrôle sera transmis au Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur appliquera des pénalités adéquates, conformément au CCAP établi pour le présent marché.

Article 9 - Désignation des prestations et fréquences d'intervention

Les préconisations et fréquences des prestations d'entretien et de nettoyage, dans tous les descriptifs désignés dans le présent marché, ne sont pas exhaustives, elles représentent la prestation minimum à assurer sur les sites d'exploitation.

Le Titulaire et ses employés s'engagent à produire un service de qualité sur le site d'exploitation.

Dans le cadre du marché, le Titulaire procèdera régulièrement à des opérations d'entretien programmées.

9.1 - Site : Pont de Normandie et Viaduc du Grand canal

- Poste de relèvement des eaux usées du bâtiment d'exploitation - *Mensuel* :
 - Dégrillage ;
 - Rinçage ;
 - Pompage des boues ;
 - Evacuation des déchets.
- Cuve de traitement SFA - *Trimestriel* :
 - Pompage des boues ; (environ 7,5 m³) ;
 - Evacuation des déchets.

- Fosses de réception dans les culées Nord et Sud (2 fosses par culée) - *2 fois par an* :
 - Vidange ;
 - Nettoyage des décantations ;
 - Evacuation des déchets.
- Chambre de relevage des eaux de ruissèlement (2 chambres) - Remblai rive droite - *2 fois par an* :
 - Vidange ;
 - Nettoyage des décantations ;
 - Evacuation des déchets.
- Regard à décantation (135 regards) - *2 fois par an* :
 - Nettoyage des décantations ;
 - Rinçage ;
 - Evacuation des déchets.
- Avaloirs (274 avaloirs sur le Pont) - *2 fois par an* :
 - Enlèvement de la végétation ;
 - Rinçage.
- Caniveaux à grilles (584 ml de caniveaux + 93,50 ml de chéneau) - *2 fois par an* :
 - Rinçage ;
 - Aspiration des décantations ;
 - Evacuation des déchets.
- Talus tuiles (24 talus tuiles + 24 sorties d'eau sur GBA) – *2 fois par an* :
 - Rinçage ;
 - Enlèvement de la végétation et des brindilles, la végétation sera traitée sur 1,00 m de large de part et d'autre des descentes d'eau.
- Débourbeur / déshuileur - Route de l'Estuaire - *2 fois par an* :
 1. Chambre de vannage et by pass :
 - Manipuler la vanne ;
 - Remplir la boîte de palier de graisse ;
 - Contrôler la tige (encrassement), la nettoyer.
 2. Régulateur de débit :
 - Evacuer les boues ;
 - Vérifier la mobilité du régulateur ;
 - Graisser les paliers ;
 - Rinçage flotteur et obturateur.
 3. Débourbeur / déshuileur - Route de l'Estuaire :

Marque : Saint Dizier - Modèle : IHDC 520 - Volume du débourbeur : 52,00 m³ - Capacité de rétention : 5,50 m³ :

 - Dégrillage ;
 - Pompage des boues ;
 - Nettoyage de la surverse et du régulateur ;
 - Contrôle du fonctionnement du régulateur ;
 - Evacuation des déchets.
 4. Séparateur :
 - Vidange et évacuation des déchets ;
 - Nettoyage des cellules Lamellaire ;

- Vérification de l'état des parements ;
- Vérification du fonctionnement des flotteurs ;
- Remise en eau.
- 5. Bâche de réception :
 - Vidange ;
 - Rinçage ;
 - Evacuation des déchets.
- Bassin bachée :
 - Curage
 - Evacuation des boues
- Canalisation - *Sur demande* :
 - Débouchage réseau bâtiment et voirie.
- Fossé béton – 6 000ml
 - Curage des sédiments
 - Evacuation des déchets
 - Entretien des vannes

Pour ce type d'intervention, le Titulaire devra effectuer les travaux selon les indications du représentant du Pouvoir Adjudicateur. Le personnel de l'entreprise travaillera sous la protection d'un balisage de la zone de chantier assurée par les services techniques de la CCISE.

Pour les tâches réglées par application de tarifs horaires ; Il est précisé au Titulaire que les temps d'intervention sont des temps de présence effective sur site, ils ne tiennent en aucun cas compte des déplacements et des trajets sur et entre le site d'exploitation des Ponts (de Normandie ou de Tancarville) et le centre technique de l'entreprise.

9.2 - Site : Pont de Tancarville

- Regard à décantation - *2 fois par an* :
 - Nettoyage des décantations ;
 - Rinçage ;
 - Evacuation des déchets.
- Caniveaux à grilles (110 ml) - *2 fois par an* :
 - Rinçage ;
 - Aspiration des décantations ;
 - Evacuation des déchets.
- Talus tuiles sur remblais :
 - Rinçage ;
 - Enlèvement des brindilles et de la végétation.
- Fosses septiques (2 rue du Nais, 4 rue du Nais, 6 rue du Nais) – *1 fois par an* :
 - Vidange ;
 - Evacuation des déchets.
- Canalisation - *Sur demande* :
 - Débouchage réseau bâtiment et voirie.
- Micro station AQUAMERIS AQ2 – 6EH (service technique) :
 - Nettoyer la grille préfiltre
 - Contrôle visuel fonctionnement

- Contrôle hauteur de boue, si >30% vidanger au besoin
- Micro station SIMBIOSE - 13EH – bâtiment exploitation
 - Nettoyer la grille préfiltre
 - Contrôle visuel fonctionnement
 - Contrôle hauteur de boue, si >30% vidanger au besoin
- Fossé béton :
 - Curage des sédiments
 - Evacuation des déchets
- bassins :
 - Curage des sédiments ;
 - Evacuation des déchets
 - Maintenance des vannes

Pour ce type d'intervention, le titulaire devra effectuer les travaux selon les indications du représentant du Pouvoir Adjudicateur. Le personnel de l'entreprise travaillera sous la protection d'un balisage de la zone de chantier assurée par les services techniques de la CCISE.

Pour les tâches réglées par application de tarifs horaires ; Il est précisé au titulaire que les temps d'intervention sont des temps de présence effective sur site, ils ne tiennent en aucun cas compte des déplacements et des trajets sur et entre les sites d'exploitation des Ponts (de Normandie ou de Tancarville) et le centre technique de l'entreprise.

Article 10 - Protection - Propreté des espaces aux abords des lieux d'intervention

10.1 - Protection de chantier

Le Titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter tout accident à l'égard de son personnel, du personnel du SEP et des tiers.

Lors des interventions, l'entreprise devra assurer le balisage de la zone de chantier par ces propres moyens en conformité avec la réglementation en vigueur et notamment les spécifications du 10.3 du présent CCTP.

10.2 - Mesure de sécurité

Aucune prestation ne peut se dérouler sans la présence simultanée d'au moins deux personnes.

Sur les zones d'interventions où sont susceptibles de se mouvoir des tiers, le Titulaire délimite le secteur de travail par un balisage qu'il lui appartient de déplacer au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le cas échéant. Il prévoit également les protections contre les éventuelles projections rendues possibles du fait de son intervention.

10.3 - Propreté des espaces aux abords des zones d'intervention - Nuisances

Le Titulaire est tenu de prendre à ses frais toutes dispositions pour éviter que les abords des lieux d'intervention notamment sur chacune des plates-formes de péage ne soient souillées par des déchets provenant des prestations.

Le Titulaire est tenu également de tenir les zones d'interventions propres, nettoyées et dégagées de tous matériaux encombrants, d'outillages et/ou d'appareils dangereux, qui seraient susceptibles de blesser un tiers.

Autant que possible le Titulaire s'engage à limiter les nuisances sonores dues à son activité.

Dans le cas où des prescriptions ne seraient pas observées, le Pouvoir Adjudicateur se substituera, sans

mise en demeure préalable, au Titulaire ; les frais ainsi engagés seront recouvrés sur lui dans les formes habituelles.

Article 11 - Hygiène et sécurité

11.1 - Visite préalable des lieux - Risques

Pendant la période de préparation de quinze (15) jours à compter de la date de signature de l'ordre de service de démarrage des prestations, il sera procédé conjointement à une inspection commune des lieux de travail et à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et le matériel.

Il sera fait référence aux règles en application du décret 92-158 du 20 février 1992 articles R237-1 à R237-28 du Code du Travail.

Après avoir fait le bilan des risques inhérents aux sites du travail, le Titulaire fournira au SEP pour chaque site d'exploitation :

- Un Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;
- Un Plan de Prévention Simplifié (PPS) ;
- Le Titulaire est tenu d'informer son personnel des risques encourus.

11.2 - Santé du personnel d'intervention

Le personnel intervenant pour la réalisation des prestations devra être à jour des vaccins suivants :

- Hépatite A ;
- Hépatite B ;
- Tuberculose ;
- Tétanos ;
- Leptospirose.

La vaccination n'est pas le moyen de protection ultime. L'entreprise devra mettre à disposition de son personnel les moyens de protection collective et individuelle.

Lors de l'entretien des postes de refoulement, déshuileur débourbeur et bêche de réception, le personnel devra contrôler l'atmosphère du local.

En cas de pollution, le personnel devra porter les ARI.

11.3 - Sécurité du personnel - Matériels - Véhicules

L'employeur sera tenu de fournir à ses salariés des vêtements propres et adaptés aux différents travaux à exécuter. Pour tous travaux, les vêtements devront être revêtus d'un signe distinctif rappelant l'entreprise.

Le Titulaire doit veiller à ce que son personnel soit équipé des équipements de protection individuels (EPI) appropriés aux risques encourus et que les machines mises à sa disposition respectent les exigences de sécurité et soient conformes aux normes en vigueur.

Pour tous travaux en extérieur, le port de vêtement de signalisation à haute visibilité sera exigé par le Pouvoir Adjudicateur.

Le personnel affecté aux travaux sur les sites d'exploitation des Ponts de Normandie et de Tancarville devra être en mesure de présenter sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, les différentes habilitations nécessaires à l'exécution des tâches.

11.4 - Signalisation des chantiers

11.4.1 - Chantiers fixes

Pour les chantiers situés sur les parkings et les abords de la plateforme de péage, l'entreprise devra assurer le balisage de ses chantiers par ses propres moyens.

11.4.2 - Chantiers mobiles

Le Titulaire est réputé connaître le règlement d'exploitation de chaque site d'exploitation. La signalisation de chantier au droit des prestations et dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est à la charge du Service Exploitation des Ponts. Cette signalisation de chantier sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le Titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du Service Exploitation des Ponts (SEP), les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie. Il fait connaître au représentant du Pouvoir Adjudicateur les accès et les limites de son chantier.

11.4.3 - Dans tous les cas

Les engins, véhicules de chantier et d'intervention ainsi que les matériels mobiles, de l'entrepreneur devront être équipés de tous les équipements, signalétiques et dispositifs lumineux nécessaires et imposés par la réglementation en vigueur concernant les chantiers mobiles.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des différentes règles de sécurité à appliquer concernant les chantiers mobiles en se référant aux manuels suivants :

- Site d'exploitation : Pont de Normandie
 - ➡ Signalisation temporaire - Routes à chaussées séparées, manuel du Chef de Chantier du SETRA.
- Site d'exploitation : Pont de Tancarville
 - ➡ Signalisation temporaire - Routes bidirectionnelles, manuel du Chef de Chantier du SETRA.

Afin d'être visibles et reconnaissables vis-à-vis de la circulation des véhicules d'usager, des éventuels piétons ou pour tout autres intervenants du chantier, le personnel de l'entreprise intervenant sur le site d'exploitation du Pont de Normandie devra appliquer ces règles de sécurité et faire usage des équipements, signalétiques et dispositifs lumineux lors de l'approvisionnement de matériels et/ou de matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.